

1982, chapitre 42
**LOI VISANT À PROMOUVOIR
LA CONSTRUCTION DOMICILIAIRE**

Projet de loi n° 82

présenté par M. Guy Tardif, ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur

Première lecture le 15 juin 1982

Deuxième lecture le 17 juin 1982

Troisième lecture le 22 juin 1982

Sanctionné le 23 juin 1982

Entrée en vigueur: le 23 juin 1982

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 42

Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

LES SALARIÉS ET LES EMPLOYEURS DE LA CONSTRUCTION

Règlement
du gouver-
nement.

1. À la demande des associations de salariés de la construction représentatives à un degré de plus de 50% selon la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) et de la majorité des associations patronales, soit la Fédération de la construction du Québec, l'Association de la construction de Montréal et du Québec, l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec, la Corporation des maîtres électriciens du Québec, la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec et l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec, le gouvernement peut, par règlement, prescrire, dans les cas, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, une contribution des employeurs et des salariés au sens de cette loi, en vue de financer un fonds pour favoriser la construction domiciliaire.

Contribu-
tion.

Cette contribution est établie sur la base des travaux régis par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et en fonction des heures travaillées par les salariés. Dans le cas des salariés, cette contribution peut aussi être prise sur les contributions ou les cotisations à leur régime supplémentaire de rentes prévues dans le Décret relatif à l'industrie de la construction adopté en vertu du chapitre VI de cette loi.

Remise
des contri-
butions.

L'employeur retient alors la contribution du salarié sur son salaire et la remet à l'Office de la construction du Québec, avec sa contribution, en même temps que son rapport mensuel.

Pouvoirs
de l'Office.

2. L'Office a, pour la perception des contributions des employeurs et des salariés, les mêmes pouvoirs que ceux que prévoit la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction pour la perception d'une contribution ou d'une cotisation imposée par décret.

Règlement
du gouver-
nement.

3. À la demande des parties contractantes à un décret adopté en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2) qui régit des activités reliées à la fabrication ou à l'installation de matériaux ou d'assemblage de matériaux de construction, le gouvernement peut, par règlement, prescrire dans les cas, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, une contribution des employeurs et des salariés régis par ce décret en vue de financer le fonds pour favoriser la construction domiciliaire.

Contribu-
tion.

Cette contribution est établie sur la base des travaux régis par le décret et en fonction des heures travaillées par les salariés.

Remise
des contri-
butions.

L'employeur retient alors la contribution des salariés sur son salaire et la remet au comité paritaire, avec sa contribution, en même temps que son rapport mensuel.

Pouvoirs
du comité
paritaire.

4. Le comité paritaire a, pour la perception des contributions des salariés et des employeurs, les mêmes pouvoirs que prévoit la Loi sur les décrets de convention collective pour la perception d'un prélèvement visé à l'article 22 de cette loi.

Organisme
sans but
lucratif.

5. Le gouvernement désigne un organisme sans but lucratif pour administrer et distribuer, dans les cas, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, un fonds pour favoriser la construction domiciliaire.

Composi-
tion.

Cet organisme est composé majoritairement de représentants des organismes qui contribuent à la relance de la construction domiciliaire. Les membres du conseil d'administration de cet organisme ne sont pas rémunérés.

Prévisions
supé-
rieures aux
engage-
ments fi-
nanciers.

Si, à la fin d'un exercice financier, les prévisions des contributions au fonds sont supérieures aux engagements financiers de l'organisme, le gouvernement peut, à la demande d'une association d'employeurs ou de salariés ou d'une partie contractante à un décret, autoriser l'organisme à utiliser les sommes provenant de cette association ou partie contractante pour favoriser la construction autre que domiciliaire.

Modalités
détermi-
nées par
entente.

6. L'Office ou le comité paritaire remet les contributions qui lui sont versées à l'organisme désigné en vertu de l'article 5, selon les modalités qu'ils déterminent par entente.

Garanties.

7. Le gouvernement garantit les besoins de liquidité de l'organisme désigné en vertu de l'article 5 pour lui permettre d'assurer l'exécution de ses obligations envers les prêteurs hypothécaires.

Entrée en
vigueur.

8. Un règlement visé au présent chapitre entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

CHAPITRE II

LES CORPORATIONS PROFESSIONNELLES

Honoraires
inférieurs
autorisés.

9. À la demande de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, de la Chambre des notaires du Québec ou de l'Ordre des ingénieurs du Québec, le gouvernement peut, par règlement, dans les cas, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, permettre aux membres de cette corporation professionnelle de convenir d'honoraires inférieurs à ceux que prévoit le tarif d'honoraires professionnels pour les activités reliées à la construction domiciliaire ou fixer, pour ces activités, un tarif inférieur en remplacement du tarif en vigueur.

Entrée en
vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.

CHAPITRE III

LES MUNICIPALITÉS

SECTION I

FONDS DE SUBVENTION

Constitu-
tion d'un
fonds par
une muni-
cipalité.

10. Une municipalité, autre qu'une municipalité de comté ou une municipalité régionale de comté, peut, par règlement, constituer un fonds de subvention pour promouvoir la construction ou la rénovation domiciliaires.

Deniers
requis.

Les deniers requis pour ce fonds peuvent provenir d'emprunts ou être pris sur le fonds général de la municipalité ou sur le fonds spécial visé au paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1).

11. La municipalité adopte, par règlement, un programme de subvention qui détermine le montant et les conditions d'octroi des subventions ainsi que les modalités d'application du programme.

Programme de subvention.

12. Un règlement adopté aux fins de l'article 10 ou en vertu de l'article 11 ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Approbation.

Ce règlement entre en vigueur conformément à la loi qui régit la municipalité.

Entrée en vigueur.

SECTION II

RÉSERVE FONCIÈRE

13. Une municipalité, autre qu'une municipalité de comté ou une municipalité régionale de comté, peut constituer une réserve foncière pour promouvoir la construction domiciliaire.

Réserve foncière.

La municipalité peut, à cette fin, utiliser tout immeuble dont elle est propriétaire ou acquérir tout immeuble qu'elle juge approprié.

Acquisition d'immeuble.

14. Un règlement d'emprunt adopté par la municipalité pour acquérir un immeuble aux fins de l'article 13 ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Approbation.

Ce règlement entre en vigueur conformément à la loi qui régit la municipalité.

Entrée en vigueur.

15. La municipalité peut, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, aliéner à des fins domiciliaires un immeuble de sa réserve foncière.

Aliénation.

Cette aliénation peut être à titre gratuit ou pour un montant inférieur à la valeur réelle de l'immeuble ou à son coût d'acquisition si elle est faite en faveur du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes, d'une corporation scolaire, d'une coopérative d'habitation ou d'un organisme sans but lucratif constitué à des fins d'habitation.

Aliénation à titre gratuit.

Cette aliénation peut aussi être pour un montant inférieur à la valeur réelle de l'immeuble ou à son coût d'acquisition si elle est faite à l'enchère publique ou par soumissions publiques.

Enchère ou soumissions publiques.

16. Les montants provenant de l'aliénation d'un immeuble de la réserve foncière doivent être déposés dans un fonds spécial pour la constitution ou l'administration de cette réserve ou affectés au fonds de subvention, le cas échéant.

Emploi des montants.

SECTION III

DROIT DE MUTATION

Réduction
des mon-
tants à
percevoir.

17. Une municipalité peut, par règlement, réduire le montant d'un droit imposé en vertu de l'article 2 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), ou renoncer à la perception de ce droit, lorsque le transfert au sens de cette loi concerne des immeubles domiciliaires neufs d'une catégorie établie dans ce règlement.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Application
de la loi.

18. La présente loi s'applique malgré toute disposition générale ou spéciale inconciliable.

Cessation
d'effet.

19. La présente loi cesse d'avoir effet le 1^{er} septembre 1986, excepté les articles 5 et 7 qui cessent d'avoir effet le 1^{er} septembre 1987.

Rétroacti-
vité.

Cependant, le gouvernement peut, par proclamation, fixer une date de cessation d'effet antérieure pour l'un ou plusieurs des articles de la présente loi; cette proclamation doit être publiée à la *Gazette officielle du Québec* au moins trente jours avant la date qui y est fixée.

Montants
versés au
fonds
général.

20. Lorsque le chapitre III cesse d'avoir effet, les montants du fonds de subvention qui ne sont pas engagés et ceux du fonds spécial visé à l'article 16 sont versés au fonds général de la municipalité.

Vente des
immeubles
de la ré-
serve fon-
cière.

21. Lorsque la section II du chapitre III cesse d'avoir effet, les immeubles de la réserve foncière doivent, dans l'année qui suit la cessation d'effet de cette section, être vendus soit à l'enchère publique, soit après demande de soumissions publiques, soit de toute autre façon approuvée par la Commission municipale du Québec.

Délai pro-
longé.

Cependant, le ministre des Affaires municipales peut, à la demande d'une municipalité, prolonger ce délai pour des raisons qu'il juge satisfaisantes et pour la période qu'il détermine, ou permettre à la municipalité de conserver les immeubles de la réserve foncière dont elle a besoin pour ses fins.

Ministre
respon-
sable.

22. Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur est chargé de l'application de la présente loi.

Effet d'ex-
ception.

23. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur.

24. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.